

Mignard, pote friqué de Hollande, catho de gôche et harceleur de policiers



Depuis dix ans, un avocat de gauche, proche de François Hollande, de manière pathologique, pourrit la vie de deux policiers qui n'ont fait que leur travail, en voulant interpellier deux jeunes qui ont refusé d'obtempérer, et n'ont pas trouvé plus intelligent que de se réfugier dans un transformateur électrique.

C'est lui qui, dès 2005, par son attitude irresponsable, véhicule dans les zones de très forte diversité (pour ne pas de Grand Remplacement) un discours anti-policier démagogique, qui ne fait que renforcer la haine d'habitants qui ont pris des libertés avec les lois de la République depuis bien longtemps, et qui préfèrent, pour nombre d'entre eux, « niquer la France ».

Grand bourgeois vivant dans les beaux quartiers, incapable, dans son formatage de catholique de gôche issu du PSU, de comprendre la réalité de la vie en Seine-Saint-Denis, territoire perdu de la République, il est convaincu, dans sa doxa, que les jeunes fuyards sont forcément des victimes, et

les policiers qui ont voulu les contrôler des racistes, véhiculant probablement l'idéologie d'extrême droite. Il va même jusqu'à les plaindre : « Qu'est-ce qu'ils ont dû avoir peur pour arriver à escalader cela ! », glapit-il, pas du tout choqué que deux jeunes de 14 ans refusent d'obéir aux policiers. En donc, en bon antifasciste catho de gauche, Mignard pense que les flics doivent expier, et payer un contrôle qu'ils n'auraient jamais dû effectuer, même si cela est leur boulot.

Il fait donc pression, dès 2005, en tant qu'avocat des familles (qui paie ?) auprès du procureur de la République pour qu'il ouvre une enquête. A cause de ce personnage, depuis dix ans, deux policiers vivent un enfer au quotidien, pour n'avoir fait que leur devoir. A cause de ce grand bourgeois plein de fric qui, pour faire semblant de se croire de gauche, relaie le discours victimaire de ceux qui ne veulent plus des lois de la République dans leur quartier, souffle sur les braises en confortant le discours des « Indigènes de la République qui font le coup de la police raciste, il est possible, dans les heures qui suivent, que de nouvelles violences, voire des émeutes, éclatent à Clichy et ailleurs. A cause de ce démagogue, des policiers seront peut-être blessés, voire tués. Cet avocat devra un jour rendre des comptes pour mise en danger délibérée de la vie de policiers.

C'est vrai qu'il s'encanaille, Jean-Pierre Mignard, en défendant les deux jeunes victimes, qu'on appelle par leurs prénoms, comme s'ils étaient nos potes, Zyed et Bouna (en oubliant d'avoir un mot pour deux vraies victimes françaises, Le Chenadec et Irvoas, massacrées par des racailles lors des événements de 2005) : « *J'ai retrouvé une incandescence que je croyais avoir perdue dans une sorte d'habitude et d'hébétude professionnelles. J'avais un cabinet rue de la Paix et je gagnais confortablement ma vie* ».

Le catholique de gôche dans toute sa splendeur. Ancien du PSU, avec les lubies auto-gestionnaires, il va rapidement à la soupe socialiste. Il a défendu des grands de ce monde, avec retour sur investissement au bout : le président d'Eurotunnel,

Michel Drucker, la région Bretagne lors du naufrage de l'Erika, et l'inévitable Edwy Plenel, dont il est le conseiller depuis les années 1980. Avec Jean-Pierre Michel (avec lequel il partage de plus en plus une ressemblance physique qui devrait l'inquiéter) et Patrick Bloche, il a milité activement pour le Pacs, mais c'était il y a bien longtemps ! Et bien sûr, il a gagné plein d'argent.

Mais en défendant deux jeunes de Clichy, il fait repentance, Mignard, d'avoir gagné tout ce fric, de fréquenter les grands Palais, Elysée compris. Il s'en fout des travailleurs, puisque socialiste et européiste, il a depuis longtemps accompagné l'abandon des vraies classes populaires et du salariat. Mais il a gardé son cœur à gauche, puisqu'il aide les racailles dans leur haine du flic et qu'il défend les familles de Zyed et Bouna – dont les prénoms résument l'ampleur de l'intégration de leurs parents – et espèrent leur obtenir la modique somme de 1,6 million d'euros, rien de moins (combien pour lui ?).



Il est même un des lieutenants de Ségolène Royal, en 2007, quand elle veut prendre l'Elysée, puis le PS. Il est tellement proche du couple qu'il est le parrain de deux de leurs enfants.

C'est donc un très ami de François Hollande qui, depuis dix ans, pourrit la vie de deux policiers irréprochables, parce

que, bourré de pognon, mais catholique de gôche, il essaie de se refaire une santé contre la police nationale, en caressant la banlieue dans le sens du poil. Et, une fois le verdict rendu, il ose, après dix années de procédure, vociférer contre le verdict, et annoncer encore de nouveaux appels.

Bouffi (d'orgueil), arrogant, il se permet, après que le sinistre Manuel Valls a osé parler d'apartheid social pour justifier le « vivre ensemble » pour tous, et culpabiliser encore davantage les Français, rebondir sur les propos du Premier ministre et parler d'apartheid judiciaire.

Les policiers de ce pays seront ravis de savoir que celui qui harcèle deux d'entre eux, uniquement par idéologie et pour assouvir son besoin de repentance social de catholique de gauche, a ses entrées à l'Elysée, et est le parrain de deux enfants du président de la République.

Cela leur confirmera, si besoin en était, la haute considération dont ils bénéficient au sommet de l'appareil d'Etat.

Quant à Mignard, nous lui proposons de venir vivre à Clichy, en plein milieu de ceux qu'il caresse dans le sens du poil depuis 2005, pendant une année, et de faire quelques rondes avec les policiers, de nuit...

Qu'il assume les conséquences de ses discours, et s'il se les prend en pleine tête, ce n'est pas nous qui pleurerons.

Jeanne Bourdillon